



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Etablissement support du GHT NORMANDIE CENTRE
CS 30001
14033 CAEN Cedex 9

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES**
n° GHT2025072 du 26/05/2025

Etabli en application de l'article R2132-1 du Code de la commande publique

Objet :

**PRESTATION D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS ET DE
NETTOIEMENT DE LA VOIRIE POUR LES ETABLISSEMENTS DU
GHT NORMANDIE CENTRE**

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
1. PARTIES CONTRACTANTES	4
1.1 ACHETEUR	4
1.2 TITULAIRE	5
1.3 CO-TRAITANCE	5
1.4 SOUS-TRAITANCE	5
2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	5
2.1 OBJET.....	5
2.2 FORME.....	5
2.3 ACCORD CADRE.....	6
2.4 DECOMPOSITION EN LOTS	6
3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	7
4. DURÉE DU MARCHÉ.....	7
5. DELAIS D'EXECUTION.....	7
5.1 DELAIS DE BASE	7
5.2 SUSPENSION / ANNULATION DES BONS DE COMMANDE.....	8
6. CONDITIONS D'EXECUTION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS	8
6.1 ETAT DES LIEUX.....	8
6.2 CONNAISSANCE DES LIEUX.....	8
6.3 COMPETENCE.....	8
6.4 OBLIGATION DE DISCRETION.....	9
6.5 CONDITIONS D'ADMISSION.....	9
7. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION	9
7.1 FORME DES PRIX	9
7.2 PRIX DE REGLEMENT.....	9
7.3 CLAUSE BUTOIR.....	10
8. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES.....	10
8.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	10
8.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	10
8.3 MODE DE REGLEMENT.....	11
8.4 COMPTABLE ASSIGNATAIRE	12
8.5 CONDITIONS D'ESCOMPTE	12
9. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE	12
9.1 AVANCE	12
9.2 RETENUE DE GARANTIE.....	12
10. PENALITES.....	12
11. GARANTIE	13
12. DISPOSITIONS DIVERSES	13
12.1 EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION.....	13
12.2 MODIFICATION DU MARCHÉ	13
12.3 ASSURANCES	13
12.4 ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION	13
13. RÉSILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT	14
13.1 CAS DE RESILIATION.....	14
13.2 INDEMNITE DE RESILIATION.....	14
13.3 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	14
14. RECOURS AU MARCHÉ SIMILAIRE.....	14

15.	RÈGLEMENT DES LITIGES.....	14
16.	IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVUES.....	15
16.1	MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION.....	15
16.2	INDEMNISATION AU TITRE DE L'IMPREVISION POUVANT PRENDRE LA FORME D'UNE MODIFICATION TEMPORAIRE DE PRIX.....	15
16.3	MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION.....	16
17.	VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE	16
18.	DÉROGATIONS AU CCAG / FCS	16

PREAMBULE

En application :

- ✓ de la loi n° 2016 - 41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 107),
- ✓ du décret n° 2016 - 524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT),
- ✓ du décret n° 2017 - 701 du 02 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique, au sein des GHT,

a été créée par la convention constitutive signée le 1^{er} juillet 2016, le GHT NORMANDIE CENTRE.

Le Centre Hospitalier Universitaire CAEN NORMANDIE (CHU de CAEN) a été désigné établissement support pour assurer « la fonction achats » pour le compte des huit établissements parties au GHT.

Cette convention confie au CHU CAEN NORMANDIE la fonction d'assurer pour le compte de l'ensemble des membres la passation du marché ainsi que la conclusion de ses éventuels avenants.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution, à l'exception des reconductions et éventuelle résiliation, relèvent de chaque établissement partie au GHT dont la liste et les coordonnées des interlocuteurs sont jointes en annexe 1.

L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des contrats, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Acheteur

Dans le cadre de la passation des marchés, le CHU de CAEN, établissement support du GHT NORMANDIE CENTRE est représenté par le directeur de l'établissement.

Dans le cadre de l'exécution des marchés, le représentant de chaque établissement partie est l'interlocuteur du titulaire.

CH ARGENTAN	Centre Hospitalier Fernand LEGER 47 rue Aristide Briand CS 50209 61203 ARGENTAN Cedex
CH AUNAY-BAYEUX	Centre Hospitalier Aunay- Bayeux 13 rue de Nesmond BP18127 14401 BAYEUX Cedex
CHU CAEN NORMANDIE	Centre Hospitalier Universitaire Caen Normandie Avenue Côte de Nacre 14000 CAEN
CH COTE FLEURIE	Centre Hospitalier Côte Fleurie BP 30009 14601 HONFLEUR Cedex
EPSM de CAEN	Etablissement Public de Santé Mentale 15 ter rue Saint-Ouen BP 223 14012 CAEN Cedex

CH FALAISE	Centre Hospitalier de Falaise Bd des Bercagnes 14700 FALAISE
CH LISIEUX	Centre Hospitalier Robert BISSON 4 rue Roger Aini BP 97223 14107 LISIEUX CEDEX
CH PONT L'EVEQUE	Centre Hospitalier de Pont L'Evêque 23 avenue du Rambault 14 130 PONT L'EVEQUE
CH VIMOUTIERS	Centre Hospitalier de Vimoutiers 2 rue du Docteur Marescot 61120 VIMOUTIERS

1.2 Titulaire

Le prestataire ou son mandataire dont l'offre a été retenue est désigné par le terme « titulaire ».

1.3 Co-traitance

Conformément à l'article R2142-25 du Code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

1.4 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, conformément aux dispositions prévues par l'article 3.6 du CCAG / FCS.

Les relations avec le sous-traitant sont régies par les dispositions des articles R2193-3 à R2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire ne pourra sous-traiter la totalité de l'exécution du marché et en demeure responsable.

Il est tenu de communiquer à l'établissement partie concerné le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels, lorsque la demande lui en est faite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du contrat aux frais et risques du titulaire (article 41 du CCAG / FCS).

2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent **les prestations d'entretien des espaces verts et de nettoyage de la voirie pour les 9 établissements parties du GHT Normandie Centre** et définissent les modalités juridiques en vertu desquelles les prestations sont réalisées.

La nature des fournitures et/ou des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.2 Forme

Le marché est passé par le CHU de CAEN, conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié Journal Officiel du 1^{er} avril 2021.

- ☒ Appel d'offres ouvert (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Appel d'offres restreint (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Procédure avec négociation (articles L2124-3 du Code de la commande publique)
- ☐ Dialogue compétitif (article L2124-4 du Code de la commande publique)

2.3 Accord cadre

S'agissant du lot 11, le marché prend la forme d'un accord-cadre mono attributaire conclu sans minimum avec un maximum fixé en valeur par établissements :

Lot 11 : prestations ponctuelles	Montant maximum annuel en €HT
EPSM	8 100 €
CHU CAEN (+ CHR+ ST CONTEST)	5 700 €
COTE FLEURIE	8 100 €
CH AUNAY-BAYEUX	8 100 €
LISIEUX	8 100 €
VIMOUTIERS	8 100 €
FALAISE	8 100 €
PONT L'EVEQUE	16 700 €
ARGENTAN	8 100 €
TOTAL	79 100 €

Les prestations s'exécutent au fur et à mesure par émission de bons de commandes qui précisent les prestations dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

Il s'exécute au moyen de bons de commande, émis par l'établissement partie bénéficiaire au fur et à mesure de leurs besoins, dont le délai d'exécution commence à courir à compter du lendemain de la date d'émission de la commande.

Les bons de commande comportent :

- la référence au présent accord-cadre ;
- la désignation de la prestation ;
- les quantités commandées ;
- le ou les lieux et le délai de livraison ;

Ils peuvent mentionner :

- le prix unitaire H.T. ou le montant forfaitaire H.T. ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant T.T.C. de la commande.

Les bons de commandes sont transmis par courrier simple, par télécopie ou par envoi dématérialisé (EDI).

2.4 Décomposition en lots

La prestation est divisée en 11 lots selon la répartition ci-dessous :

Lot 1 Réservé	Entretien courant des espaces verts des sites de l'EPSM : zone de Caen et sa proche banlieue
Lot 2	Entretien courant des espaces verts CHU de Caen + SESAMS : site de l'hôpital Côte de Nacre
Lot 3 Réservé	Entretien courant des espaces verts des sites du CHR Clémenceau, de la Résidence pour personnes âgées (RPA) et de la cuisine centrale (UCP) à Colombelles, du site Couvrechef de St Contest
Lot 4	Entretien courant des espaces verts de la zone de la Côte Fleurie : sites de l'EPSM (Dives-sur-Mer, Lisieux et Equemauville) et sites du CH de la Côte Fleurie (Criqueboeuf, Équemauville, Trouville-sur-mer et Honfleur)
Lot 5 Réservé	Entretien courant des espaces verts de la zone Ouest de Caen : site de l'EPSM (Vire) et CH Aunay-Bayeux – sites d'Aunay-sur-Odon
Lot 6 Réservé	Entretien courant des espaces verts de la zone Ouest de Caen : CH Aunay-Bayeux - sites de Bayeux
Lot 7 Réservé	Entretien courant des espaces verts de la zone de Lisieux : sites du CH Lisieux
Lot 8	Entretien courant des espaces verts des sites du CH Vimoutiers
Lot 9 Réservé	Entretien courant des espaces verts des sites du CH Falaise
Lot 10 Réservé	Nettoisement de la voirie du CHU de Caen + SESAMS : site de l'hôpital Côte de Nacre

Lot 11	Entretien ponctuel des espaces verts et nettoyage voirie pour l'ensemble des sites
--------	--

Le cas échéant, les valeurs maximums, mentionnées à l'acte d'engagement, sont fixées en prix initial, aux conditions économiques du mois d'établissement des offres (soit M0).

3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Le marché est constitué des pièces contractuelles désignées ci-après, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'acte d'engagement daté et signé,
- 2) Les annexes qui y sont mentionnées
- 3) Le présent CCAP et son annexe
- 4) Le CCTP et ses annexes
- 5) Le CCAG / FCS
- 6) La réponse technique du titulaire

Il est rappelé que le fait d'avoir répondu à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCAP.

L'original du marché est conservé dans les archives du CHU de CAEN et fait seul foi.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché.

4. DURÉE DU MARCHÉ

Les marchés prennent effet à leur notification. La durée d'exécution est de **douze (12) mois** à compter du **1^{er} novembre 2025**.

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le directeur général du CHU de CAEN. Cette transmission s'effectuera via le profil acheteur du CHU de CAEN.

Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat et s'engage en cas de modification de celle-ci à avvertir la cellule des marchés du CHU de CAEN dans les plus brefs délais.

Au-delà de sa première période d'exécution ou *dans l'hypothèse où le maximum serait atteint concernant le lot 11 avant le terme de la période en cours*, le marché sera tacitement reconduit 3 fois 12 mois.

Le CHU de CAEN pourra, sans avoir à motiver sa décision, s'opposer à la reconduction à condition d'en informer le titulaire au moins 3 mois avant la date de fin du contrat.

Le titulaire ne pourra pas renoncer à la reconduction, à condition de respecter un délai de 3 mois avant la fin de la période en cours.

5. DELAIS D'EXECUTION

5.1 Délais de base

Compte tenu de la périodicité de réalisation des prestations, les marchés donnent lieu à 4 cycles complets d'exécution.

Chaque cycle : à compter du mois de novembre (HIVER, PRINTEMPS, ETE, AUTOMNE)

S'agissant des prestations forfaitaires déterminées au CCTP, celles-ci sont effectuées conformément au calendrier prévisionnel communiqué le titulaire et accepté par l'établissement hospitalier. Le commencement d'exécution est fixé dans un délai maximum de dix (10) jours calendaires à compter de la notification du contrat.

Quand la fréquence n'est pas précisée (lot 11), le prestataire est tenu d'intervenir afin d'exécuter sa prestation dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter du lendemain de la date d'émission de la commande. Le prestataire peut proposer dans son offre un délai moindre. Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Les prestations pourront alors s'exécuter jusqu'à leur complet achèvement.

Le respect du délai d'exécution est un impératif : le manquement à cette obligation déclenche l'application de pénalités de retard et sert de base à leur calcul (voir les modalités à l'article 10 du présent CCAP).

5.2 Suspension / Annulation des bons de commande

S'agissant des prestations effectuées sur demande, après émission du bon de commande (lot 11), l'établissement bénéficiaire conserve la faculté de suspendre ou annuler celui-ci, pour des motifs de non exécutabilité de la commande du fait du titulaire. A cette occasion, il prendra à sa charge les frais de prestations que le titulaire aura pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et dans la mesure où, celui-ci produit notamment les justificatifs afférents adéquates.

6. CONDITIONS D'EXECUTION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché public (les normes et spécifications techniques applicables, telles que visées au CCTP, étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation).

Le titulaire s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, ainsi que les plans de prévention propres à chaque établissement partie du GHT.

6.1 Etat des lieux

Le titulaire prend à sa charge l'entretien des espaces verts et des voiries dans l'état où ils se trouvent au début du contrat. Une mauvaise qualité éventuelle des prestations exécutées antérieurement ne saurait servir de référence à la qualité exigée du prestataire.

6.2 Connaissance des lieux

Le titulaire est considéré comme ayant pris connaissance des sites, lieux, terrains d'implantation, nature des sols, moyens de transport, arrivée d'eau, etc...

Il doit, en outre, avoir recueilli auprès des services publics ou de caractère public (service Environnement et service Technique, E.D.F, P.T.T, D.D.E, etc...) tous les renseignements jugés nécessaires à une parfaite exécution des prestations sans aucun dommage pour ces dernières.

Le titulaire ne peut, en aucun cas, revenir sur le caractère forfaitaire du marché ou prétendre à des rémunérations complémentaires, en prétextant des imprévus ou omissions dues à la méconnaissance de l'état des végétaux existants, à des problèmes techniques liés à la topographie du terrain ou à l'implantation des ouvrages existants, qui l'obligeraient à prendre des mesures de protection ou de signalisation supplémentaires.

6.3 Compétence

Il est expressément stipulé que le prestataire est, dans l'exécution de ses travaux, un spécialiste et un technicien d'une pratique éprouvée et qu'il possède en la matière toutes les qualifications requises.

Ce dernier s'engage à accomplir les prestations, pour lesquelles il a été retenu, dans les règles de l'art. Il s'engage à employer des personnels compétents pour assurer l'exécution convenable des prestations. Au cas où il est constaté des défaillances de compétence et de correction dans la main d'œuvre employée, le titulaire en est immédiatement avisé par l'établissement bénéficiaire, afin de prendre les mesures nécessaires pour y remédier.

Le titulaire fournit dès la notification du marché, la liste nominative des préposés susceptibles d'intervenir dans le cadre des prestations.

Cette liste est tenue à jour au gré des changements qui pourraient intervenir en cours d'exécution du marché.

6.4 Obligation de discrétion

Le titulaire ainsi que ses agents doivent tenir confidentiel l'ensemble des renseignements et documents susceptibles de leur être communiqués à l'occasion de l'exécution du marché public.

Le prestataire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de discrétion professionnelle et vérifier que ces dernières sont parfaitement connues des intéressés.

6.5 Conditions d'admission

Toute prestation ne correspondant pas à la description telle que définie dans l'offre du titulaire sera refusée et pourra être remplacée aux frais exclusifs du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG / FCS, le titulaire du marché ou son représentant pourra assister, s'il le souhaite et sans qu'il soit besoin que le pouvoir adjudicateur le convie, aux opérations de vérification. Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de ce souhait au moment de la réalisation de la prestation.

Les opérations de vérification et d'admission se dérouleront telles que décrites à l'article 4 du CCTP.

Si la prestation exécutée ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché et de la commande, elle sera refusée et des actions correctives devront être réalisées sans coût supplémentaire dans un délai qui n'excède pas sept (7) jours à compter de la date d'envoi de la réclamation émise par courriel par le responsable de site.

7. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION

Les prix comprennent toutes les dépenses, taxes fiscales, charges et aléas relatifs à la bonne exécution des prestations, à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la nature des produits, des lieux, des circonstances locales et des conditions imposées par l'ensemble des pièces contractuelles. Ils figurent sur le bordereau de remise des prix ou sur tout autre document relatif à l'offre.

7.1 Forme des prix

Les marchés sont traités à **prix mixtes : prix forfaitaires** « annuels » et à **prix unitaires** selon les précisions indiquées dans les annexes financières.

Concernant les prix forfaitaires, le montant du forfait est intangible, il ne peut être corrigé ou rectifié en cas d'erreur de calcul.

Dans le cadre du lot 11, le coût du déplacement est fixé au regard du nombre de kilomètres effectifs entre le siège social du titulaire et le lieu de la prestation, tel que calculé sur le site <https://www.viamichelin.fr/>

Les prix unitaires figurant à l'acte d'engagement et dans ses annexes sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

7.2 Prix de règlement

Au cours de l'exécution, le titulaire s'engage à appliquer immédiatement et systématiquement ses évolutions tarifaires si elles sont plus favorables aux établissements bénéficiaires.

Par ailleurs, le titulaire pourra, à son initiative, appliquer à l'établissement partie, une augmentation inférieure à celle devant s'appliquer au regard de la formule de révision ci-dessous.

Mois d'établissement des prix :

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois où se situe la date limite de remise des offres et compte tenu des taxes en vigueur à la même époque (Mo = juillet).

Les prix seront ajustés **une fois par an, au 1^{er} novembre de chaque période** à compter de 2026 sur la base de l'évolution en augmentation ou en baisse de l'indice **EV4 - travaux d'entretien d'espaces verts** publié par l'INSEE (<http://www.indices.insee.fr>) - **identifiant : 001711017** :

Selon la formule suivante :

$$PR = PO ((0,15 + 0.85 (EV4/EV4_0))$$

dans laquelle :

PR = Prix de règlement

PO = Prix d'origine porté dans l'offre ou prix du précédent ajustement

Indice **avec** indice = Valeur d'origine : Mo (Juillet 2025) ou de l'année précédente

Indice **sans** indice = Valeur de l'indice afférente aux conditions économiques existantes à la période antérieure de six mois à la date d'effet de la révision compte tenu d'un décalage de lecture dans la publication des indices.

Les coefficients de variation des prix seront arrondis au millième supérieur.

Dans l'hypothèse où l'indice serait supprimé au cours de l'exécution, les parties lui substituerait un indice reconnu équivalent. A défaut d'accord, le marché pourra être résilié sans que le titulaire puisse prétendre au versement d'une indemnité.

Le titulaire s'engage à faire parvenir à l'établissement bénéficiaire, par tout moyen permettant d'en donner date certaine, ses nouveaux tarifs, avec un préavis de deux (2) mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

A défaut de remplir cette obligation, le titulaire est réputé renoncer à l'ajustement. Les prix de règlement sont donc ceux acceptés pour la période précédente.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après vérification et validation expresse. Passé un délai de un (1) mois à compter de leur date de réception, l'acceptation sera tacite.

7.3 Clause butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement sera limitée à une augmentation de 3 % par période d'ajustement.

Cette clause n'est pas appliquée de manière automatique, mais à l'appréciation de l'établissement partie, en fonction des conditions particulières du marché.

8. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES

8.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

En application des articles R 2191-20 à R 2191-22 du Code de la commande publique, les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit au versement d'acomptes.

Les acomptes sont adressés mensuellement accompagnées d'un état récapitulatif du mois, directement à chaque établissement bénéficiaire (annexe 1) **à l'issue des opérations de vérification**, conformément à l'article 6.2 du présent CCAP.

Cet état récapitulatif reprend les informations suivantes :

- le date d'exécution
- le type de prestation effectuée
- le nombre de passage

L'acompte ne constitue pas un règlement définitif : leur bénéficiaire en est débiteur jusqu'au règlement définitif du marché public.

S'agissant du lot 11, les paiements consécutifs à l'admission des prestations objets des bons de commande sont des paiements partiels définitifs.

8.2 Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué par virement administratif en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG / FCS.

Conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché **obligatoirement** par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée **CHORUS PRO** (CPP2017) <https://chorus-pro.gouv.fr>. Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisé devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes (Cf annexe I) :

- Le numéro de SIRET identifiant l'établissement bénéficiaire

- Le code service permettant de distinguer le service destinataire
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande (lot 11) ou communiqué par l'établissement «+n° » sur demande.

Aucun envoi papier ne doit être réalisé.

Les factures afférentes au marché public portent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◆ le nom, n° SIRET et adresse du créancier,
- ◆ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- ◆ le numéro et la date du marché,
- ◆ le numéro du bon de commande, s'agissant des prestations faites sur demande,
- ◆ la feuille d'émergence indiquant la prestation exécutée,
- ◆ la date d'exécution,
- ◆ le montant hors taxe de la prestation exécutée,
- ◆ le prix des prestations accessoires,
- ◆ le taux et le montant de la T.V.A.,
- ◆ le montant total des prestations exécutées,
- ◆ la date de facturation.

Elles sont accompagnées de l'état récapitulatif mentionné ci-dessus.

Ce document est envoyé mensuellement en annexe au gestionnaire du compte, sous format électronique (tableur) uniquement sous CHORUS PRO (CPP2017).

Lorsque le titulaire est groupé conjointement avec un tiers mandataire pour l'établissement de la facturation, la facture établie au nom du mandataire mentionne en en-tête le nom du mandant avec une formule « *facture établie au nom et pour le compte du* ».

Le non-respect de ces dispositions entraînera l'obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de la réalisation des prestations et au dernier jour de la période faisant l'objet de la facturation (pour les prestations qui s'exécutent de façon continue).

8.3 Mode de règlement

Le délai global de paiement du présent marché public est fixé à **50 jours** à compter de la date de réception de la facture ou de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations s'agissant de l'avance. Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le délai global de paiement sera automatiquement **suspendu** :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à un établissement autre que l'établissement bénéficiaire,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché public ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander à l'établissement partie bénéficiaire une indemnisation complémentaire, sur justification.

8.4 Comptable assignataire

Madame la Trésorière Principale	145 rue de la Délivrande 14000 Caen	02 31 47 11 11	t014014@dgfip.finances.gouv.fr
------------------------------------	--	----------------	--

8.5 Conditions d'escompte

Pour l'application des escomptes sur les factures au cas de paiement selon un délai réduit, et dans l'hypothèse où le titulaire a proposé cette possibilité dans son offre, l'établissement décide et pourvoit à leur mise en œuvre.

9. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE

9.1 Avance

En application de l'article R2191-3 du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le marché est d'un montant initial supérieur à 50.000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf en cas de renonciation expresse du titulaire dans son acte d'engagement.

Le paiement de l'avance par l'établissement partie intervient dans le délai de cinquante jours, à compter de la date de notification du marché.

L'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché public divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint 65 % du montant initial du marché et devra être terminé lorsqu'il atteint ou dépasse 80 % du même montant.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé ni actualisé.

9.2 Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution de garantie.

10. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG / FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, **sans mise en demeure préalable**, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur de la prestation pénalisée TTC,

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG / FCS, sont justifiables de pénalités, les manquements aux obligations exposés au contrat, **sans mise en demeure préalable**, dans les conditions qui suivent :

- Absence de transmission du planning saisonnier d'intervention ferme au délai prévu à l'article 3-1 du CCTP : **100 €** par jour calendaire de retard
- Actions correctives (article 4 du CCTP) non-réalisées dans les délais prévus : **150 €** par cas constaté et par jour calendaire de retard
- Nettoyage de chantier non-effectué en partie ou en totalité après la prestation : **150 €** par cas constaté par jour calendaire
- Absence du retrait total des équipements et matériels sur le site à la fin de la journée de la prestation : **150 €** par cas constaté et par jour calendaire

- Manquement à une consigne de sécurité ou d'hygiène constatée (port de la tenue et des EPI incomplet ou inexistant, signalisation non mise en place...) : **200 €** par cas constaté
- Mauvais comportement des agents sur le site et/ou nuisances sonores signalées : **500 €** par cas constaté
- Absence de transmission de la liste du personnel et non réactualisation : **100 €** par cas constaté
- Non-respect des engagements du titulaire à son offre technique : **350 €** par cas constaté
- Non présentation du compte-rendu annuel dans le délai prévu au CCTP (cf article 5) : **300 €**

Les pénalités sont dues quel que soit leur montant. Leur montant est notifié pour information au titulaire avant transmission à la Trésorière Principale. Il peut être prélevé sur le montant du paiement suivant effectué au profit du titulaire dans le cadre du marché public.

11. GARANTIE

Sans objet.

12. DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 Evolution de la réglementation

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le CHU de CAEN pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

12.2 Modification du marché

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée à l'article L2194-1 du Code de la commande publique.

En cas d'évolution pendant la période d'exécution du contrat, au-delà des évolutions déjà envisagées au CCTP, les parties contractantes auront la possibilité de modifier les prestations objets du marché sans limitation. Ainsi, les surfaces pourront être modifiées à la hausse ou à la baisse sans recours possible (achat / vente de structures, suppression de la surface et/ou des arbustes).

La mise en œuvre de la présente clause de réexamen fera l'objet d'un avenant qui précisera les surfaces modifiées et/ou les périodicités.

Enfin, la cession complète du marché est possible sous réserve de l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

12.3 Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné lors ou du fait de l'exécution des prestations objets du marché.

12.4 Accès aux établissements – identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés ont accès aux locaux des établissements parties sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché.

13. RÉSILIATION ET EXECUTION PAR DEFAUT

13.1 Cas de résiliation

Les stipulations du CCAG / FCS relatives à la résiliation sont applicables, y compris la possibilité pour l'établissement bénéficiaire de faire procéder, par un tiers, à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation prononcée à ses torts.

Par ailleurs, en dérogation à l'article 41.2 du CCAG / FCS, le marché pourra être résilié **sans mise en demeure préalable**, en cas de non-transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements transmis ou lorsque le titulaire déclare indépendamment des cas prévus par l'article 40 du CCAG / FCS, ne pouvoir exécuter ses engagements.

Les dépenses supplémentaires résultant de la passation d'un autre contrat, consécutivement à la résiliation du présent marché, donnent lieu à prélèvement sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises aux établissements parties.

Enfin, le marché sera résilié de plein droit, **sans mise en demeure préalable**, par le CHU de CAEN, en cas de survenance de changements structurels non prévus pendant la période d'exécution (changement d'organisation, cessions, ...).

13.2 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 39 (événements extérieurs) du CCAG / FCS, n'ouvrent **pas droit à indemnité**.

La résiliation prononcée en application de l'article 42 du CCAG / FCS ouvre droit à une indemnité forfaitaire obtenue en appliquant au montant hors taxe du marché diminué du montant hors taxe déjà réalisé sur la période, un pourcentage à hauteur de 4 %. A l'exception du lot 11, conclu sans minimum et ne donnant lieu à aucune indemnité en cas de résiliation.

Le décompte de résiliation est arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire dans les conditions fixées à l'article 43 du CCAG / FCS, au plus tard dans le délai de deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation.

A défaut d'accord, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, l'établissement bénéficiaire, verse au titulaire résilié, le montant tel que calculé au décompte de résiliation.

Aucune indemnité n'est due lorsque la résiliation est suivie par l'attribution, d'un nouveau marché ayant le même objet au titulaire.

13.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

Lorsque le titulaire n'exécutera pas sa prestation dans les délais prévus et pour les quantités fixées sur le bon de commande (lot 11) ou au marché, ou bien encore n'exécutera pas dans une qualité recevable, l'établissement partie concerné **pourvoira à ses besoins aux risques et frais dudit titulaire**, après mise en demeure préalable restée infructueuse pendant un délai de huit (8) jours calendaires.

De ce fait, en cas de différence de prix au détriment de l'établissement partie bénéficiaire, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, par l'émission d'un titre de recettes.

14. RECOURS AU MARCHE SIMILAIRE

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le CHU de CAEN pourra recourir à la passation d'un marché, sans publicité ni mise en concurrence préalables, avec le titulaire pour la dévolution de prestations similaires à celles objets du présent contrat.

15. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige résultant de l'exécution du marché, le droit français est seul applicable et le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de CAEN.

16. IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVUES

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, économique ou climatique, le titulaire doit informer l'établissement bénéficiaire dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

16.1 Modification des conditions d'exécution

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- d'une prolongation de la durée si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors l'établissement à une rupture dans la continuité de service ;
- d'une augmentation du volume maximum contractuel dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si l'évènement ou la circonstance imprévisible a pour conséquence d'exposer l'établissement à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité des soins.

Pour chaque lot, le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du volume maximum contractuel de chaque lot.

16.2 Indemnisation au titre de l'imprévision pouvant prendre la forme d'une modification temporaire de prix

Pour chaque lot, le titulaire pourra formuler une demande d'indemnisation prenant la forme d'une modification temporaire des prix dès lors que cette modification est nécessaire à la poursuite du contrat dans les conditions de l'offre initiale.

L'acceptation de cette modification par l'établissement bénéficiaire sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation, prenant la forme d'une modification temporaire des prix, ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

L'établissement bénéficiaire analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

L'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 3 mois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le CHU de Caen.
- Le titulaire ne peut refuser de réaliser les prestations au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

16.3 Modification des conditions d'exécution

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, l'établissement hospitalier peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre prestataire pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

17. VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE

Le titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail. A défaut, il sera fait application de l'article 13 du présent CCAP.

18. DÉROGATIONS AU CCAG / FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG / FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG.

Les dispositions du CCAG relatif aux marchés de fournitures et services sont applicables au présent contrat :

- dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

* *

*